



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Finances et Conseil de Gestion

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	76

Objet de la délibération:  
**Convention d'objectifs avec l'association COMCAD**

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1<sup>ER</sup> Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Gérald, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine

**REPRESENTES**

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

**ABSENTS :**

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice, HERMET Daniel

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le : 12/3/2014

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 12/3/2014

L'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 prévoit que l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Le décret n° 2001-495 du 06 juin 2011 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques fixe ce montant à 23 000 €.

Par ailleurs, il est à noter que l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée. Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité ».

La convention en cours, selon délibération 2010-23 du 31 mars 2010, signée entre le comité du personnel représenté par l'association « COMCAD » et la Communauté d'Agglomération Dracénoise, est arrivée à échéance courant 2013. Il convient donc de la renouveler pour une nouvelle période de 3 ans.

La convention fixe les objectifs pour la période donnée et les règles qui régiront les relations entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et l'association. Elle décrit les modalités de financement, les moyens humains et matériels accordés. Elle prendra effet à la date de sa signature.

Le versement de la subvention sera imputé au compte 6574 et s'effectuera selon les modalités prévues dans la convention.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération Dracénoise pourra octroyer des subventions de manière ponctuelle et exceptionnelle, après accord du Conseil communautaire.

Le Conseil communautaire est appelé à en délibérer.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan  
Député du Var

## Convention d'objectifs et de moyens

Trouville le : 14/13/2014  
au Représentant de l'Etat  
Convention aux dispositions  
du 2 mars 1982.

Entre :

La Communauté d'Agglomération Dracénoise représentée par M. Olivier AUDIBERT TROIN, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil communautaire en date du

D'une part, Et

L'association «COMCAD - Comité du personnel de la Communauté d'Agglomération Dracénoise », association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, déclarée en Sous-Préfecture de Draguignan, le 23 mars 2002 sous le numéro 2203, dont le siège social est sis Hôtel communautaire de la C.A.D., Square Mozart, CS 90129, 83004 Draguignan cedex, représentée par sa présidente en exercice,

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### **Article 1er : Objet de la convention pluriannuelle**

La C.A.D. prend acte que l'association dénommée COMCAD a pour objet : la création, le développement et la gestion de toutes les réalisations à caractère social, destinées notamment :

- à pratiquer l'entraide,
- à favoriser les loisirs, la culture, le sport et les activités sociales d'intérêt général de ses membres.

Par la présente convention, la C.A.D. s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert en termes de locaux, personnels et matériels.

En contrepartie, l'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de cet objectif.

### **Article 2 : Modalités d'exécution de la convention pluriannuelle**

Des annexes à la présente convention précisent :

- les projets, actions et programmes d'actions conformes à son objet social que l'association s'engage à mener ;
- le budget prévisionnel global de ces opérations ainsi que les moyens affectés à leur réalisation.

Cette annexe détaille les autres financements attendus ;

- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1.

## **I - SUBVENTION**

### **Article 3 : Montant de la subvention et conditions de paiement**

Pour mémoire, le montant total annuel de la subvention 2013 s'élevait à la somme de 51000€.

L'Administration notifie chaque année son montant. La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65, article 6574, du budget de la C.A.D.

La subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes : 1eracompte (3/12eme) courant janvier, et versement du solde après le vote du budget primitif.

Les versements seront effectués au compte courant n°04309627548, établissement de crédit Caisse d'Epargne Côte d'Azur, agence Centre d'Affaires Esterel à Puget-sur-Argens, sous réserve

- du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 4.

Le comptable assignataire est la trésorerie de Draguignan municipale.

#### **Article 4 : Contrôle de l'aide attribuée**

LA C.A.D. s'interdit de s'immiscer dans l'affectation précise de la subvention attribuée. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association sera tenue de fournir à la C.A.D. une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

L'association s'engage également :

- à fournir chaque année le compte rendu financier propre aux projets, actions et programmes d'actions visés à l'article 2 signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant leur réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard de l'année suivante ;

### **II - MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS COMMUNAUTAIRES**

#### **Article 5 : Mise à disposition de personnels communautaires**

LA C.A.D. autorise ponctuellement son personnel à prêter son concours, en tant que de besoin, à la bonne réalisation de l'objectif défini par l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

Toute mise à disposition permanente de personnels communautaire donnera lieu à la conclusion d'une convention spécifique entre la commune et l'association, conformément aux dispositions du décret n°85-1081 du 8 octobre 1985 relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux.

### **III - MISE À DISPOSITION DE LOCAUX**

#### **Article 6 : Mise à disposition de locaux**

Si la C.A.D. met à la disposition de l'association des locaux, ceux-ci sont listés dans une annexe jointe à la présente convention. Cette mise à disposition est consentie pour la durée de la présente convention.

L'association prendra ces locaux dans leur état actuel, déclarant avoir connaissance de leurs avantages et défauts. Un état des lieux contradictoire sera dressé lors de la prise de possession des lieux, ainsi qu'à l'issue de la présente convention.

L'association ne pourra utiliser ces locaux que conformément à son objet.

Au titre de cette mise à disposition, l'association ne versera à LA C.A.D. aucune redevance d'occupation.

Il est entendu entre les parties à la présente convention que la mise à disposition des locaux relève d'un droit d'occupation précaire, et non d'un bail. La présente convention étant conclue intuitu personae, l'association ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit. Il lui est notamment interdit de sous-louer les locaux mis à disposition, sauf accord exprès et préalable de la C.A.D.

La C.A.D. se réserve la possibilité d'utiliser ces locaux pour son propre usage ou pour celui de toute personne qu'elle désignera.

#### **Article 7 : Conditions d'occupation**

Les locaux mis à disposition ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'association et de la présente convention.

L'association s'engage à prendre soin des locaux mis à sa disposition par la C.A.D. Elle ne pourra faire ni laisser rien faire qui puisse détériorer les lieux mis à disposition et devra, sous peine d'être

- personnellement responsable, avertir la C.A.D., sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée à sa propriété.

L'association ne sera pas admise à apporter une quelconque modification à la destination des locaux mis à disposition sans l'accord préalable et exprès de la C.A.D.

L'entretien des biens mis à disposition reste à la charge de la C.A.D., tout comme les frais de fonctionnement.

À l'expiration de la présente convention, soit par l'arrivée de son terme, soit en cas de résiliation anticipée, les aménagements effectués par l'association seront, de plein droit et sans indemnités, propriété de la C.A.D.

#### **Article 8 : Assurances**

L'association s'engage, avant la prise de possession, à contracter toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir la C.A.D. contre tous les sinistres dont elle pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui des usagers du local mis à sa disposition. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la commune ne puisse en aucun cas être inquiétée.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la C.A.D. par la production des attestations d'assurance correspondantes, lesquelles devront être produites annuellement, à chaque date anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

### **IV - MISE À DISPOSITION DE MATERIELS**

#### **Article 9 : Mise à disposition de matériels**

La C.A.D. met à la disposition de l'association des matériels définis en annexe à la présente convention. Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit pour la durée de la présente convention.

Les matériels mis à disposition ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'association et de la présente convention.

Un état des lieux contradictoire sera dressé lors de la prise de possession des matériels, ainsi qu'à l'issue de la présente convention.

### **V - CLAUSES GENERALES**

#### **Article 10 : Exécution de la convention**

L'association s'engage à produire à la C.A.D. toute pièce justificative de la réalisation des projets, actions et programmes d'action visés à la présente convention auxquels sont affectés la subvention visée à l'article 3 et les locaux, personnels et matériels mis à disposition.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.D. de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document, dont la production serait jugée utile.

#### **Article 11 : Évaluation**

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la C.A.D. a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la C.A.D. et l'association et précisées en annexe de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur

- l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Les dirigeants de l'association s'engagent par ailleurs à rencontrer au moins une fois par an les représentants de la C.A.D. pour évaluer d'un commun accord les conditions d'application de la présente convention.

#### **Article 12 : Sanctions**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.D. des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 14, la C.A.D. peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **Article 13: Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

#### **Article 14 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **Article 15 : Durée de la convention**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 16 : Attribution de compétence**

En cas de désaccord persistant entre la C.A.D. et l'association, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait à Draguignan, le  
Pour la CA. Dracénoise

Le Président,

Pour l'association COMCAD

La présidente,